

Atelier n°5 : « Alternatives dans l'habitat »

L'Atelier part du constat que le système de production bicéphale du logement, hérité des trente glorieuses, partagé entre secteur de promotion immobilière et un secteur social, montre des signes de faiblesse et peine à répondre aux demandes actuelles de logement : hausse des prix, résidualisation etc... difficultés à loger des ménages modestes, mais aussi des classes moyennes dans les secteurs les plus tendus. Quelles sont les pratiques, actions, expériences qui permettent aujourd'hui de continuer à se loger malgré tout ? Voire de contourner ces difficultés et ces deux secteurs ? Est-ce que les fissures du modèle promotionnel offrent des interstices à l'innovation ? De quelles manières des pratiques plus ordinaires, anonymes - celles qui se négocient- sont bricolées au jour le jour pour faire face aux recompositions (colocation qui se développe, habitat léger, etc...) ?

Derrière l'affichage « habitat(s) alternatif(s) ou alternative(s) dans l'habitat », on trouve une multiplicité d'expérimentations, chacune d'elles s'attachant à inventer de nouvelles manières d'envisager la conception, la promotion et la gestion d'un logement autant que la vie d'un ensemble de résidents. Les enjeux soulevés par ces expériences sont nombreux :

Ces expériences font-elles émerger des manières différentes d'organiser la cité au sens large, alternatives à la fois au mode de gouvernance du Welfare fragilisé voire critiqué aujourd'hui (surtout dans pays anglo-saxons) et alternatives aux principes économiques dictés par la doxa néolibérale ? Quelles relations existent entre d'un côté le développement de ces dynamiques alternatives et de l'autre la fragilisation du système actuel de protection sociale ? Et est-ce qu'elles fabriquent d'autres formes de protections sociales (solidarité de voisinage, entraide, nouvelles formes de communautarisme ?

Ces expériences portent-elles les germes d'organisations nouvelles dans les modalités de coopération entre monde associatif, institutions publiques ou para-publiques et acteurs économiques plus ou moins puissants (entreprises, promoteurs, bailleurs, grandes enseignes de bricolage...) ?

En quoi ces « alternatives » disent quelque chose d'une évolution des attentes/ des besoins/ des aspirations en matière de logement et d'habitat (depuis la sphère du privé jusqu'aux voisinages) ? Quid des registres de discours mobilisés – que disent-ils des valeurs et des projets collectifs qui fondent ces mobilisations ? Quelles interactions se dessinent de ces « mises en commun » ? Quelle pérennité de ces mouvements ?

Cet ensemble de questions prend toute son importance dans le contexte actuel de recomposition des protections sociales et des collectifs qui structurent la vie quotidienne et l'accès aux ressources économiques comme culturelles (travail et autres). Il s'intéresse aux modalités de mise en pratique des alternatives, à leur diffusion dans les cadres de l'action publique, ainsi qu'à leur portée transformatrices ; en particulier dans les manières de fabriquer de la ville/ du territoire/ du vivre ensemble.

Les réflexions engagées dans cet atelier chercheront à faire dialoguer expériences locales, nationales et internationales, dans une démarche comparative, à la fois diachronique et synchronique. Nous chercherons également à croiser les regards disciplinaires et entamer un dialogue avec les acteurs de terrain, les opérateurs, les porteurs politiques de ces expérimentations.

Informations sur les réalisations marquantes :

Cet atelier est la continuité de l'atelier « Autopromotion et coopératives habitantes : une troisième voie dans l'habitat ? » fondée en 2012 et qui avait pour but de débroussailler l'objet émergent « habitat participatif »